

GRÈCE

Contrôle de l'immigration : atteintes aux droits humains perpétrées contre des Albanais

Index AI : EUR 25/008/2003

ÉFAI

Vendredi 14 novembre 2003

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International est préoccupée par les mauvais traitements infligés par les policiers et les soldats grecs aux Albanais soupçonnés d'être des immigrés clandestins – mauvais traitements qui relèvent d'une pratique bien établie.

Selon le témoignage de Shpetim Shabani, âgé de vingt-huit ans et originaire du district de Lushnja en Albanie, il séjournait légalement en Grèce lorsqu'il a été arrêté le 10 novembre dans la ville d'Agrinio. Dans une déclaration faite à la police des frontières albanaise le 12 novembre, il a expliqué que trois policiers grecs en uniformes de camouflage sont entrés dans le bar où il buvait un café, lui ont demandé ses papiers, puis, au vu et au su de tous, l'ont frappé avec leurs fusils et roué de coups de pied et de poing. Il a été conduit à un poste de police, où il a été maintenu en détention pendant deux jours, avant d'être renvoyé de force vers l'Albanie. Trois jours plus tard, l'on pouvait encore – semble-t-il – distinguer les contusions sur son corps et son épaule gauche était très douloureuse.

Dans des déclarations écrites livrées à la police albanaise, deux autres hommes, Albert Prifti, du district de Kucova, et Vetiak Mane, du district de Lushnja, affirmaient avoir été victimes de mauvais traitements. Selon leur témoignage, ils ont été roués de coups par des garde-frontières ou des soldats affectés à la surveillance des frontières, après avoir été interpellés tandis qu'ils tentaient de gagner clandestinement la Grèce, à pied. Un autre jeune homme, Lisian Telhaj, également originaire du district de Lushnja, a expliqué à des journalistes qu'il travaillait en toute légalité à Athènes et avait lui aussi été battu par des policiers après avoir été arrêté près de la frontière gréco-albanaise.

Ces événements font suite à la mort tragique en septembre de Vullnet Bytyci, âgé de dix-huit ans et originaire du district

albanais de Has. Amnesty International avait écrit aux autorités grecques à son sujet. Vullnet Bytyci a été abattu par un garde-frontière grec dans la soirée du 23 septembre 2003, alors qu'il tentait d'entrer clandestinement en Grèce. Il n'était pas armé. Selon la presse, le garde-frontière impliqué a été arrêté mais relâché quelques jours plus tard, en attendant qu'une enquête soit menée pour inculpation d'« *homicide par imprudence* ». Dans cette même lettre, Amnesty International citait six autres affaires qui se seraient déroulées au cours de la semaine du 15 au 22 septembre 2003. Les citoyens albanais concernés affirmaient que des garde-frontières les avaient sévèrement battus après leur interpellation. L'un d'entre eux, Gori Halili, âgé de quarante-six ans et originaire du district de Elbasan, travaillait dans le village de Kalitheia. Il a raconté que des garde-frontières du poste situé près de Krystallopigi, entre la Grèce et l'Albanie, l'avaient battu, roué de coups de pied et dépouillé, avant de le renvoyer en Albanie. À son retour, il a été admis à l'hôpital : sa rate ayant éclaté, il a fallu l'opérer afin de la lui retirer. Quant à Rrahman Pashollari, qui affirmait avoir lui aussi été détenu et maltraité aux mains des garde-frontières, il a eu une côte fracturée. Au moins deux autres événements analogues ont été signalés en octobre et au début du mois de novembre.

Amnesty International demande aux autorités grecques d'enjoindre aux policiers et aux soldats affectés à la surveillance des frontières de limiter l'usage des armes à feu aux cas de danger imminent de mort ou de blessure grave, conformément aux normes internationales. L'organisation de défense des droits humains a tenu à rappeler que la torture et les mauvais traitements sont totalement prohibés par les traités internationaux relatifs aux droits humains ratifiés par la Grèce et par la législation nationale grecque. Amnesty International demande que ces faits et toutes les allégations de mauvais traitements fassent dans les meilleurs délais l'objet d'enquêtes approfondies et impartiales, que tous les responsables présumés soient déférés à la justice et que les victimes soient indemnisées. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à

Amnesty International
BULLETIN D'INFORMATION 259/2003

Londres, au +44 20 7413 5566, ou
consulter le site <http://www.amnesty.org>